



Verrouillage du secteur laitier : des freins tout au long de la filière

L'après-guerre a été caractérisé, dans de nombreuses régions européennes, par un processus d'intensification et de spécialisation des exploitations agricoles. Ce processus a été favorisé par le développement de la mécanisation et une utilisation importante d'intrants. Même si des gains substantiels ont ainsi été réalisés en termes de rendements, ces évolutions sont aujourd'hui remises en question en raison de leurs coûts environnementaux et sociétaux. Une enquête⁶ réalisée auprès de personnes actives dans le secteur laitier (éleveurs, syndicat agricole, conseil agricole, industrie laitière, distribution) a permis d'identifier une série de mécanismes verrouillant les exploitations dans cette trajectoire d'évolution. Par un processus de renforcement mutuel, ces mécanismes de verrouillage freinent l'émergence de modèles alternatifs, tels que des systèmes de production plus autonomes, biologiques ou mobilisant des canaux de commercialisation autres que celui de l'industrie laitière. Nous reprenons, ci-après, une série de verrouillages identifiés (figure 2) :

- **les croyances et discours partagés par les producteurs :** le rendement laitier par vache constituerait souvent le principal objectif des éleveurs. Plus globalement, l'agrandissement, l'intensification et la spécialisation des exploitations laitières sont associés, par de nombreux acteurs de la filière, à la réalisation d'économies d'échelle permettant aux exploitations d'obtenir une meilleure rentabilité économique et d'être plus compétitives ;
- **les pratiques agricoles :** les pratiques des agriculteurs seraient ancrées dans des routines, rendant difficile

l'émergence de pratiques alternatives. La dominance de la race Holstein au sein du secteur laitier en est un exemple. Cette race spécialisée en production laitière est caractérisée par des animaux hautement productifs. Les vaches laitières Holstein demandent cependant une alimentation riche en concentrés afin d'exprimer pleinement ce potentiel. En comparaison à d'autres races plus rustiques, elles sont également davantage sujettes à des problèmes de reproduction et de santé⁷.

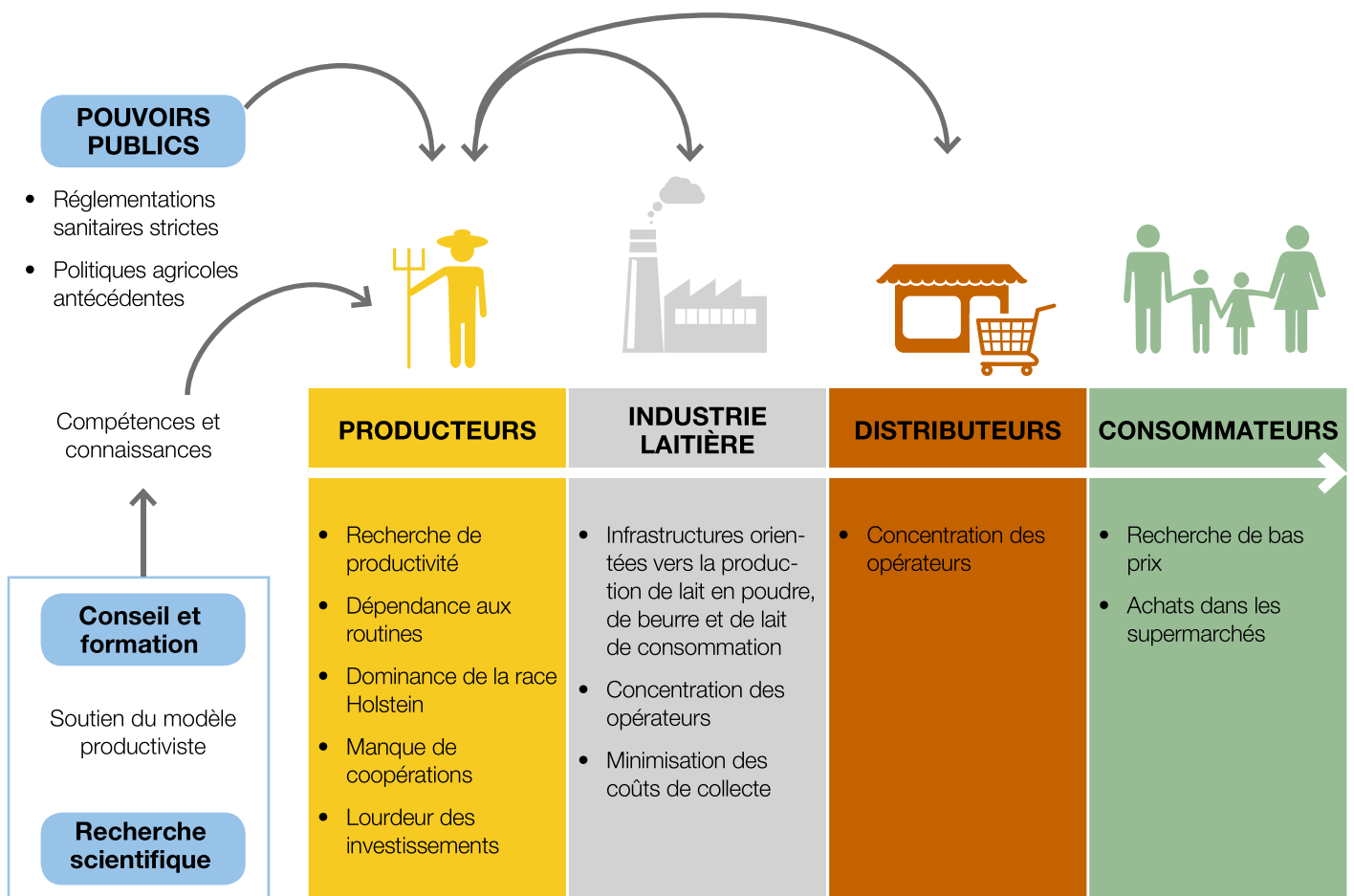
- **les infrastructures et les investissements :** l'importance et le caractère irréversible sur un terme plus ou moins long des investissements réalisés par les exploitations (bâtiment, mécanisation...) limitent leur capacité à s'adapter rapidement à des changements externes. La fragilité économique dans laquelle se trouvent de nombreuses exploitations les freinent également à investir dans de nouveaux projets. Au niveau de l'industrie laitière, la lourdeur des investissements engagés dans les infrastructures en place – orientées essentiellement vers la production de beurre, lait en poudre et lait de consommation – représente également un frein pour le développement de produits présentant une plus forte valeur ajoutée (fromages...) ;
- **les réglementations sanitaires :** bien que leur importance soit reconnue, celles-ci seraient davantage adaptées aux processus de traitement et de transformation du lait dans l'industrie laitière. À l'échelle de l'exploitation agricole, le respect de ces normes nécessite des investissements tels, qu'elles ont été citées comme l'une des causes du déclin de la transformation du lait à la ferme ;

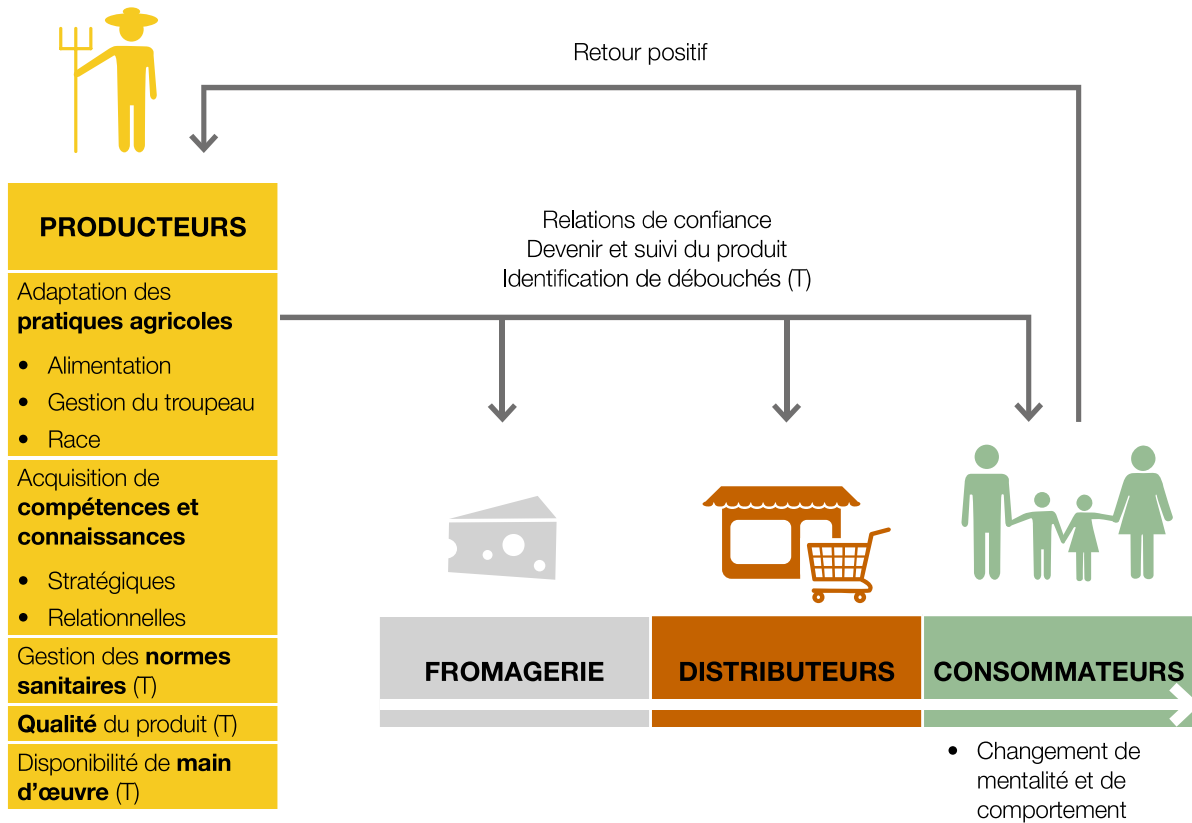
⁶ http://www.ifsa2018.gr/uploads/attachments/148/Theme5_De_Herde.pdf

⁷ Comme ces races sont sélectionnées pour la performance laitière, cela se fait au détriment de leur rusticité, c'est-à-dire qu'elles sont plus fragiles et donc plus susceptibles d'avoir des problèmes de reproduction et de santé.

- **les relations entre producteurs** et notamment le manque de coopérations entre agriculteurs a été associé à l'esprit individualiste des éleveurs wallons, de même qu'à un défaut de connaissances dans ce domaine. De telles coopérations pourraient être bénéfiques, du point de vue économique notamment, au niveau de l'achat d'intrants, de l'organisation du travail et de la commercialisation de la production ;
- les relations entre producteurs et aval de la filière : la minimisation des coûts de collecte du lait impliquerait, de la part des laiteries, de favoriser les exploitations de grande taille se situant dans un rayon limité autour de leur implantation. Deux éléments tendent à renforcer ce processus, en provoquant une situation de dépendance des éleveurs vis-à-vis de leur laiterie. D'une part, l'obligation qu'ont généralement ces derniers de livrer l'entièreté de leur production à une seule et même laiterie. D'autre part, le faible nombre de laiteries présentes sur le territoire wallon. Des rapports de force déséquilibrés sont donc observés entre les producteurs laitiers et l'aval de la filière. L'imposition de critères économiques uniques de compétitivité, au niveau international, font que les éleveurs n'ont pas la possibilité de fixer le prix de vente de leur lait en fonction de leurs coûts de production. Le décalage entre prix du lait et coûts de production qui en résulte crée une situation de fragilité économique pour les exploitations. Situation qui oblige les éleveurs à minimiser les risques et freine l'adoption des pratiques alternatives ;
- les compétences et les connaissances : la mise à disposition et la diffusion de connaissances et de compétences spécifiques aux pratiques et systèmes de production alternatifs feraient particulièrement défaut, en comparaison avec les connaissances associées au modèle productiviste. En amont, les universités et centre de recherche seraient, eux aussi, fortement dominées par le modèle productiviste, en termes de thématiques de recherche.
- les préférences des consommateurs : par leur comportement, les consommateurs sont susceptibles d'influencer les systèmes de production. Cependant, aujourd'hui, le choix majoritaire de consommation est la recherche des produits à bas prix, dans des supermarchés. Ces deux éléments freinent dès lors le développement de pratiques et de circuits de commercialisation alternatifs. L'alignement et le renforcement mutuel de ces mécanismes soutenant l'agrandissement, l'intensification et la spécialisation des exploitations laitières expliquent pourquoi ce modèle est encore prédominant alors même qu'il est régulièrement remis en question.

Figure 2 : Mécanismes freinant l'émergence des systèmes laitiers alternatifs





T: éleveurs transformant leur production à la ferme

En guise de perspectives: leviers d'action politique pour une évolution vers davantage de durabilité.

Ce travail fait émerger certaines actions qui pourraient être mises en œuvre, au niveau politique et commercial, afin de surmonter une série de mécanismes bloquant les exploitations dans une logique d'agrandissement et d'intensification et de favoriser le développement de systèmes de production et de commercialisation alternatifs répondant aux enjeux économiques, environnementaux et sociétaux qui se posent. Les marges de progrès identifiées au niveau environnemental et économique montrent, tout d'abord, qu'il est crucial que les politiques développées soutiennent les producteurs dans une recherche d'optimum économique et environnemental, et non plus uniquement de maximisation de la productivité. Les données de références identifiées notamment dans le cadre de ce travail pourraient être mobilisées afin d'établir un système de comparaison des performances économiques et environnementales entre exploitations. Dans un tel projet, les organismes de recherche, de formation et de conseil joueraient un double rôle clé. D'un côté, en identifiant les pratiques favorisant une meilleure efficacité, notamment en termes d'utilisation d'intrants. De l'autre, en informant les éleveurs sur l'utilisation d'un tel outil. Une seconde voie consisterait à stimuler le développement des systèmes de production alternatifs existants qui présentent un intérêt au niveau environnemental, économique et social. Souvent basés sur une qualité de lait différenciée, ces systèmes de production alternatifs induisent au niveau des fermes des choix stratégiques qui ne sont plus axés uniquement sur la maximisation du rendement laitier. Leur promotion implique d'investir dans les ressources nécessaires à leur développement et à leur ancrage sur le marché.

De manière complémentaire, il est fondamental de soutenir l'intégration des compétences stratégiques et relationnelles au sein des programmes de formation agricole. Ceci afin de favoriser l'ouverture des agriculteurs à la remise en question de leurs routines et à l'adoption de modèles de production alternatifs. Le soutien et le suivi à long terme de projets de partage de connaissances entre éleveurs pourrait également contribuer à la disponibilité des connaissances et des compétences spécifiques aux systèmes alternatifs et ainsi favoriser leur développement. Au-delà des ressources financières et des savoirs, le déploiement de filières au sein desquelles l'agriculteur obtient un « juste prix » est indispensable. L'industrie laitière et les entreprises de distribution ont à cet égard un rôle à jouer à travers leur mode de fonctionnement et leurs investissements, pour équilibrer les rapports de force entre acteurs de la filière. Un arbitrage des pouvoirs publics pourrait être nécessaire afin d'atteindre ces objectifs. Au bout de la chaîne, les citoyens sont également susceptibles de jouer un rôle dans la transition vers des systèmes laitiers davantage durables. Des actions de promotion, via les médias par exemple, pourraient influencer le comportement des consommateurs et leurs choix de consommation.

Remerciements

Ce travail a été financé par le Fonds de Recherche Scientifique dans le cadre d'une bourse FRIA (Fonds pour la formation à la Recherche dans l'Industrie et l'Agriculture). Nous remercions également tous les éleveurs et acteurs du secteur laitier ayant accepté de participer aux enquêtes réalisées dans ce travail.

AUTEURS

V. De Herde, T. Lebacqz, D. Stimant & P. Baret (Université catholique de Louvain et Centre wallon de Recherches agronomiques)